

# MR et PS à couteaux tirés sur la réforme fiscale

CAMPAGNE Elio Di Rupo propose d'alléger les impôts de 70 % des travailleurs en levant un impôt sur la fortune

Dès ce lundi, le PS mènera une campagne dans les gares de Wallonie et de Bruxelles pour y présenter sa proposition de réforme fiscale. L'initiative socialiste intervient alors qu'au sein du gouvernement, les partis de la majorité tentent toujours de s'accorder sur la manière de réaliser, d'ici l'été, leur fameux « tax shift », censé faire glisser l'impôt pesant sur les revenus du travail vers d'autres formes de fiscalité.

Dans un entretien aux quotidiens de *SudPresse*, Elio Di Rupo propose un plan de 7 milliards qui allégera la charge fiscale de 70 % des citoyens, soit tous ceux qui gagnent moins de 3.400 euros brut. Le gain fiscal atteindra ainsi 116 euros net par mois pour les travailleurs bénéficiant d'un salaire de 1.500 euros net.

Pour financer la réforme, le PS propose un impôt sur les grandes fortunes : il générerait 2,3 milliards de recettes, selon les calculs de la Cour des Comptes. Il prévoit aussi une taxe sur les plus-values boursières, une lutte plus efficace contre la fraude fiscale et une révision, voire une suppression des intérêts notionnels. Le président du PS rappelle que, sous son gouvernement, son parti avait obtenu 7 milliards de contribution des revenus du capital et des fraudeurs.

## Chastel au PS : « Démagogique »

Olivier Chastel, le président du MR, a qualifié vendredi ces propositions de « démagogiques ». Il souligne que l'impôt sur la fortune entraînera des pertes liées à la fuite des capitaux. « *En Wallonie, où le PS aurait pu mettre cet impôt sur la fortune en place, le Conseil de la fiscalité et des finances a estimé que c'était une mauvaise idée, arguant notamment que son rendement n'était pas garanti.* »

Le chef de file des libéraux francophones pourfend aussi la proposition PS de réviser, voire de supprimer les intérêts notionnels, sans compensation pour les entreprises. « *Aveuglé par son mépris pour ceux qui créent du travail, le PS envisage donc de déstabiliser notre tissu économique et d'envoyer des centaines de travailleurs au chômage* », fait-il observer.

Pour le MR, le PS choisit la voie du populisme en jouant avec le portefeuille des gens : « *Il attend d'être dans l'opposition pour promettre des gains considérables aux citoyens. Mais il n'explique pas que, pour financer cette réforme, il est impossible de ne pas toucher à la TVA en augmentant la plupart des taux réduits ou en relevant le taux de base à 22 %. Le*

*MR ne souhaite pas toucher à la TVA et si le sujet devait être débattu, il réclamerait une baisse des taux réduits* », ajoute Olivier Chastel.

## Di Rupo au MR : « On se calme »

Le président du PS a réagi au communiqué de son alter ego, en l'appelant d'abord à garder son calme. Elio Di Rupo rappelle que si son parti n'est pas parvenu jusqu'ici à réaliser l'impôt sur la fortune, c'est parce que les partis de droite, dont le MR, l'ont refusé. Le président du PS réfute l'argument libéral selon lequel un tel impôt provoquerait une fuite des capitaux : « *Selon un récent rapport de la Direction générale des finances publiques française, seuls 0,2 % des Français soumis à l'impôt sur la fortune s'expatrieraient. Le PS rappelle que sa proposition de révision des intérêts notionnels vise à réaffecter tous les moyens qu'ils génèrent à des politiques plus efficaces pour créer de l'emploi et plus favorables aux PME. Enfin, le PS persiste sur le chapitre de la TVA, en affirmant que ces propositions permettront de financer la diminution des impôts des travailleurs, sans augmentation des taxes indirectes.* » ■

D.V.